

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'AGRICULTURE

« Quelle agriculture pour un développement durable de l'Afrique ? »

Ouagadougou, du 6 au 8 décembre 2010

**PROBLEMATIQUE DU FINANCEMENT DE LA RECHERCHE AGRICOLE FACE AUX DEFIS DU DEVELOPPEMENT
AGRICOLE DURABLE EN AFRIQUE**

**Communication du CILSS
Présentée par Issa Martin BIKIENGA
Secrétaire exécutif adjoint du CILSS, Ouagadougou, BURKINA FASO**

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION

- 1.1. Rôle et importance de l'Agriculture en Afrique
- 1.2. Part du budget alloué à l'Agriculture en Afrique
- 1.3. Contraintes, défis et enjeux de l'Agriculture africaine
- 1.4. Rôle, importance et impacts de la recherche agricole

II. LE FINANCEMENT DURABLE DE LA RECHERCHE AGRICOLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

UN DEFI A RELEVER

- 2.1. Problématique et tendances évolutives du financement de la recherche agricole en Afrique Subsaharienne
 - 2.1.1. Quelques illustrations sur la situation globale du financement de la recherche agricole en Afrique
 - 2.1.2. Quelques données sur l'évolution du financement de la recherche agricole et la part des Etats dans ce financement
 - 2.1.3. Les principales causes du recul du soutien financier à la recherche agricole en Afrique

III. PERSPECTIVES DU FINANCEMENT DE LA RECHERCHE AGRICOLE

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

RÉFÉRENCES

I. INTRODUCTION

1.5. Rôle et importance de l'Agriculture en Afrique

En Afrique subsaharienne, l'agriculture - qui inclut, dans une acception large, les productions végétales, la transformation agroalimentaire, l'élevage, la pêche et l'exploitation forestière - est un secteur crucial à bien des égards.

L'Agriculture nourricière : Elle représente une source de revenus, et d'alimentation pour 70 à 80 % de la population et joue un rôle important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté qui reste plus ou moins compromis dans un contexte de crises alimentaires récurrentes notamment dans les pays du Sahel.

L'Agriculture source de revenus : Elle joue un rôle déterminant dans l'économie nationale et familiale et constitue le pivot de l'économie puisqu'elle représente de 30 % à 50% de la richesse nationale mesurée par le produit intérieur brut (PIB) dans bon nombre de pays africains subsahariens. Cependant, le poids du secteur agricole dans l'économie peut cependant considérablement varier d'un pays à un autre : ainsi, si l'économie d'un pays est basée sur le pétrole, la part du secteur agricole dans le PIB est moindre. Il reste cependant plus important dans tous les pays africains, comparé à d'autres pays du Sud et bien davantage encore comparé aux pays développés.

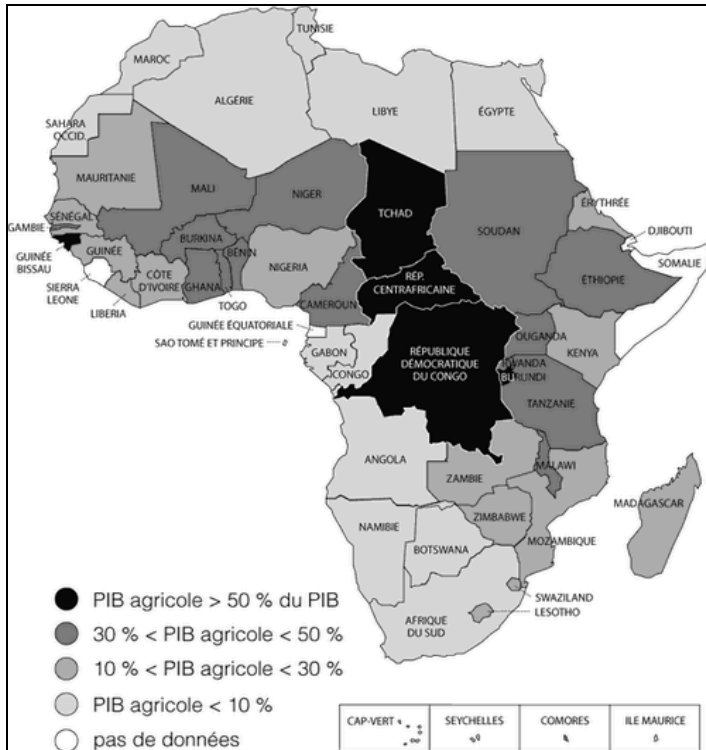
L'Agriculture créatrice d'emplois : Aussi, elle est l'activité première pour plus de 60 % de la population africaine, et constitue la principale activité créatrice de richesse dans la plupart des pays. Le rôle crucial de l'agriculture dans le développement africain est désormais reconnu mais les politiques agricoles en Afrique restent loin d'être à la hauteur du poids que représente l'agriculture et ses enjeux.

Tableau 1 : Importance de l'agriculture en Afrique et dans d'autres régions du monde

	Part de la population active agricole (2004)	Part des exportations agricoles dans les exportations totales (2002-2004)
Afrique subsaharienne	60 %	12,4 %
Amérique latine et Caraïbes	18 %	16 %
Asie et Pacifique	58 %	5,1 %
Économies de marché développées	3 %	7,2 %

Source: FAO, *State of Food and Agriculture, 2006*

Carte 1 : Produit intérieur brut agricole en Afrique



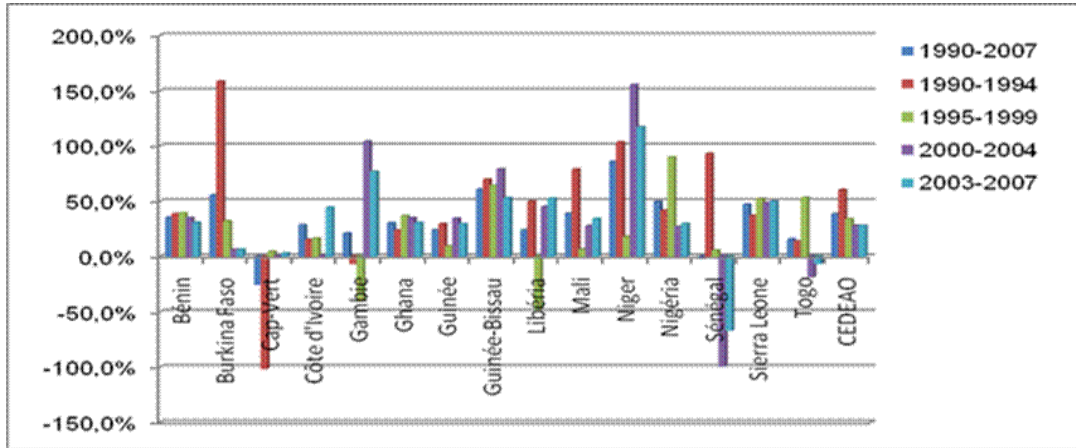
L'analyse des performances économiques agricoles des pays de la CEDEAO a été faite sur la base du poids de l'agriculture dans le PIB montre que l'agriculture constitue un secteur de création de richesses et de soutien à la croissance économique dans la plupart des pays de la CEDEAO (Tableau 2).

Tableau N°2 : Evolution de la contribution de l'Agriculture dans le PIB agricole dans les pays de la CEDEAO

Période	1990-1994	1995-1999	2000-2004	2003-2007
CEDEAO	31%	31%	32%	31%
CEDEAO sans Nigeria	31%	30%	30%	29%
Pays sahéliens	28%	29%	28%	27%
Pays côtiers	31%	32%	32%	32%

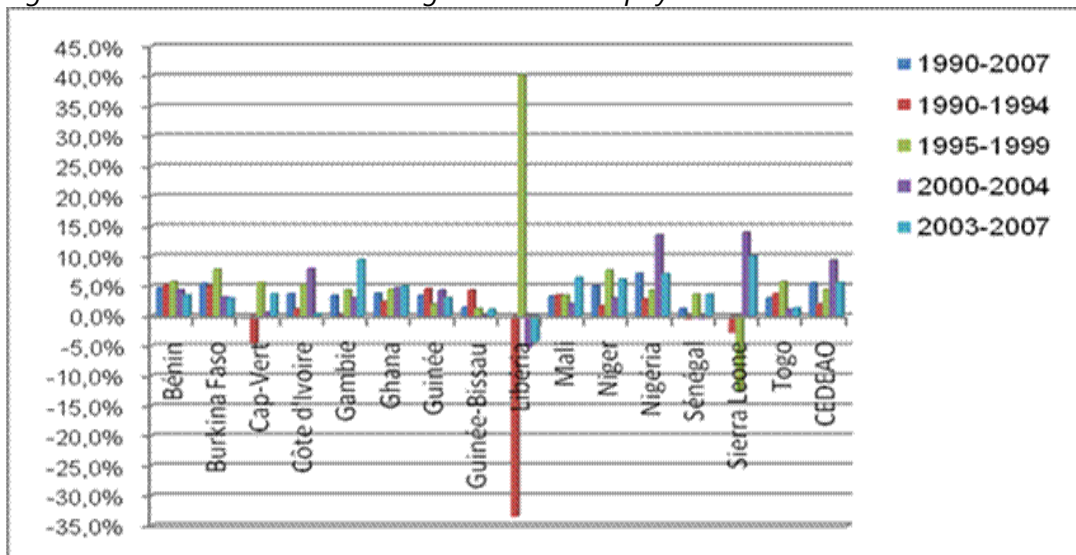
L'analyse de la contribution de l'Agriculture dans le PIB réel varie d'un pays à l'autre, et on constate que la tendance est à la baisse pour un certain nombre de pays durant la période analysée (1990 – 2007).

Figure 1 : Niveau de contribution de l'Agriculture dans le PIB agricole par pays



Dans une large majorité de pays, la croissance agricole demeure toujours faible, atteignant difficilement la barre des 6% (Figure N°3) qui constitue la cible minimum fixé par les Chefs d'Etat africains dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA)

Figure N°2 : Taux de croissance agricole dans les pays de la CEDEAO

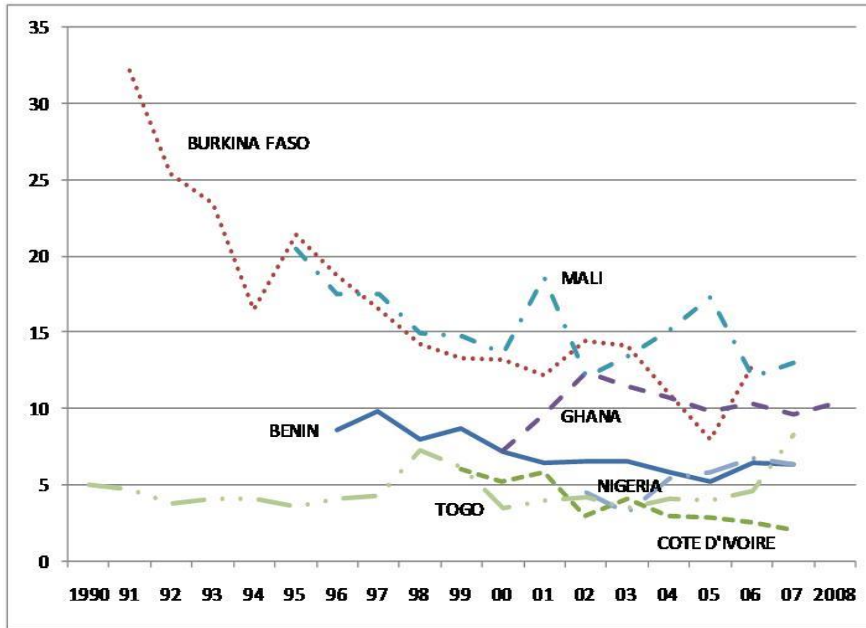


1.2. Part budget allouée à l'Agriculture en Afrique

Le faible taux de croissance agricole observée est du au faible taux d'investissement public dans l'Agriculture. On dénote en effet une tendance à la baisse de la part du budget allouée au secteur agricole dans les pays africains de 1990 à 2008, avec une variation d'un pays à l'autre. Il y'a donc une forte diminution du financement de l'agriculture malgré son poids relativement élevé dans le PIB national. Le pourcentage allouée à l'agriculture est

en moyenne supérieur à 10% pour trois pays seulement : le Mali, le Burkina Faso et le Ghana et inférieur à 10% pour les autres pays (Figure 3)

Figure 3 : Pourcentage du budget alloué au secteur agricole



1.3. Contraintes, défis et enjeux de l'Agriculture africaine

Malgré toute son importance tant au niveau micro que macro, l'Agriculture africaine demeure toujours essentiellement orientée vers une agriculture de subsistance dans la plupart des pays africains, et plusieurs contraintes, défis et enjeux demeurent :

- **Les principales contraintes :** il existe de nombreux facteurs limitant la performance de l'agriculture africaine. Ces facteurs sont politiques, socioéconomiques et environnementaux, dont :
 - les problèmes de gouvernance politique (politiques agricoles inadéquates);
 - l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles et l'impact des changements climatiques sur les conditions de vie des populations;
 - la participation marginale des pays et de la sous-région à l'économie mondiale ;
 - la faible priorité accordée à la recherche scientifique et technologique et notamment dans le domaine agricole (recherche agricole), etc

- **Les enjeux de l'Agriculture africaine : il y a trois enjeux majeurs pour l'agriculture africaine**
 - **l'enjeu démographique**: car il faudra nourrir la population actuelle et future (soit 430 millions d'habitants en 2020 pour le cas de l'Afrique de l'Ouest) dont plus de 60% vivront en ville et s'approvisionneront via le marché;
 - **l'Enjeu moral**: qui est de garantir le respect du droit à l'alimentation pour chaque individu;
 - **et l'enjeu économique**: concernant l'exploitation du potentiel important du marché continental et des marchés régionaux pour assurer les bases d'une transformation viable des systèmes agricoles et des filières.

1.4. Rôle, importance et impacts de la recherche agricole

En Afrique, une recherche agricole, beaucoup plus performante, doit permettre :

- i) L'accroissement de la production agricole pour une garantie de la sécurité alimentaire actuelle et future des populations ;
- ii) Le développement de systèmes de production durable;
- iii) La réduction des effets des changements climatiques sur la productivité agricole fondée sur une exploitation soutenable des ressources naturelles;
- iv) La valorisation des produits agricoles par la transformation et la démarche qualité.

La recherche agricole a aussi des impacts socio-économiques importants

- L'augmentation des dépenses pour la recherche et la vulgarisation agricoles peut stimuler de manière décisive la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Les investissements dans ces domaines sont cruciaux si l'on veut une productivité agricole accrue et partant une stimulation de la croissance, une création de revenus et une réduction de la pauvreté. Selon des études effectuées en Afrique, une augmentation de 1 dollar EU des revenus agricoles se traduit par une majoration de 2 à 3 dollars EU du pouvoir d'achat des ménages.
- La recherche agricole se justifie par les nombreux avantages qu'elle génère. Une étude basée sur des données recueillies en Afrique a indiqué que les dépenses consacrées à la recherche agricole entraînaient d'importants bénéfices pour la région: chaque dollar investi se traduisant en moyenne par un rendement de 37 pour cent. La recherche sur le mil, le maïs, le sorgho, les pommes de terre, les haricots, le blé et le niébé a donné lieu à des rendements accrus de 16 à 135 pour cent.

Cependant la recherche agricole demeure toujours le parent pauvre, car ne bénéficiant pas du soutien adéquat lui permettant de jouer pleinement le rôle du développement agricole et du développement économique global

II. LE FINANCEMENT DURABLE DE LA RECHERCHE AGRICOLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : *UN DEFI A RELEVER*

2.1. Problématique et tendances évolutives du financement de la recherche agricole en Afrique Subsaharienne

L'espoir existait au début des années 80, quand les dirigeants africains exprimaient leur volonté d'utiliser les sciences et techniques comme supports de développement économique en Afrique. Cependant plus d'un demi-siècle ans après, la valorisation de la recherche agricole par les politiques demeure toujours en deçà des espoirs escomptés.

En effet, le financement durable de la recherche a toujours constitué une préoccupation, tant pour les chercheurs que pour les pouvoirs publics. Cette situation, non voulue par les États, s'est exacerbée avec les politiques d'ajustement structurel et de libéralisation. De l'histoire du financement de la recherche, l'on retiendra surtout que des efforts ont été consentis par les États pour la mobilisation des fonds à travers des prêts ou des subventions diverses. Toutefois cet investissement public demeure faible, généralement moins de 1% du PIB agricole. En plus de cette faible intensité d'investissement, on note une contribution négligeable du secteur privé, environ 2,3% en 2000¹. Cet ensemble de faits a créé une situation de léthargie totale au niveau des systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) qui affrontent une série de contraintes liées aux difficultés

de financement notamment la baisse progressive de la part des Etats dans le financement de la recherche agricole.

Concernant l'évolution du financement de la recherche agricole, on distingue deux périodes distinctes

- **la période des décennies (70, 80):** elle a constitué les années fastes au cours desquelles des investissements importants ont été réalisés dans la recherche agricole. Elle a été une phase assez importante et intensive d'investissement dans la recherche scientifique et technologique par une volonté politique des Etats suite aux indépendances;

- **la période des décennies 90 et au delà:** il y a eu une dégradation de la situation globale de la recherche scientifique dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, à cause d'un certain nombre de facteurs défavorables.

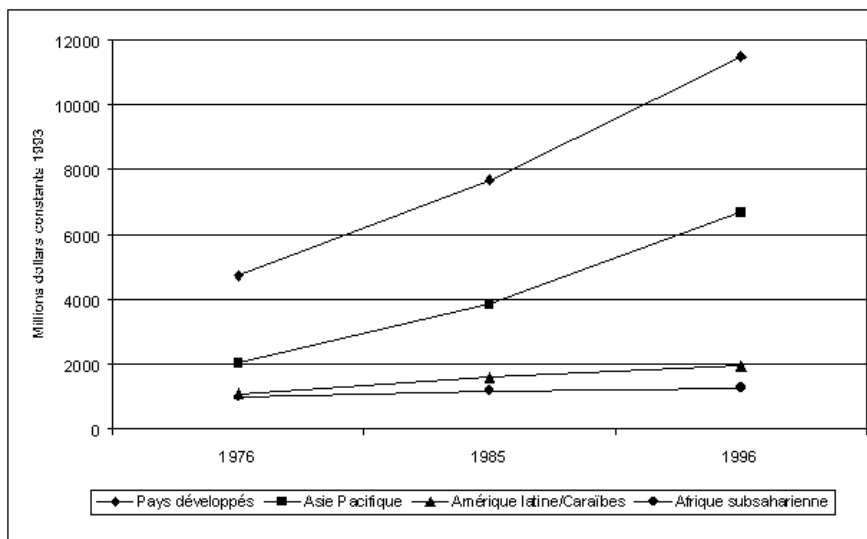
Parmi les facteurs ayant contribué à la dégradation de la situation globale de la recherche à partir des années 90, il y a :

- *le déclin des investissements nationaux dans la recherche avec de sévères réductions des dépenses publiques ;*
- *le recrutement quasi inexistant de nouveaux chercheurs tout au long des années 90 ;*
- *la faiblesse et l'insuffisance des salaires des scientifiques;*
- *la période de déclin de plusieurs universités/centres de formation de la sous-région;*
- *le manque de considération et la faible rémunération du personnel et du corps enseignant ;*
- *la fuite des cerveaux (chercheurs) au profit de meilleures conditions de travail.*

2.1.1. Quelques illustrations sur la situation globale du financement de la recherche agricole en Afrique

- **Un faible niveau d'investissement dans la recherche par rapport aux autres régions du Monde :** l'analyse des données des dépenses publiques consacrées à la recherche agricole de 1976 à 1996 démontre une stagnation des dépenses consacrés à la recherche en Afrique subsaharienne en comparaison avec d'autres parties du Monde telles que l'Asie et l'Europe où les montants sont les plus élevés.

Figure 4 : Comparaison des dépenses publiques consacrées à la recherche agricole de 1976-1996 en Afrique subsaharienne et dans d'autres régions du Monde



- **Les disparités régionales :** Selon une analyse menée par l'ICRISAT (O.Smith, 2006), le taux d'investissement annuel dans la recherche agricole a baissé progressivement en Afrique de l'Ouest, soit de 4,62% vers les années 70-80 à 0,06% vers les années 90 – 2000, comparativement à la zone Afrique du Sud où on constate la tendance inverse.

Tableau 3: Taux de croissance annuel (%) des dépenses consacrées à la recherche agricole par région en Afrique

Sous-région	Périodes		
	1971-81	1981-91	1991-2000
Afrique de l'Est (7)*	2.21	5.07	0.88
Afrique du Sud (6)	-0.19	0.30	1.20
Afrique de l'Ouest (14)	4.62	0.14	0.06
Total (27)	2.02	1.32	0.77

2.1.2. Quelques données sur l'évolution du financement de la recherche agricole et la part des Etats dans ce financement

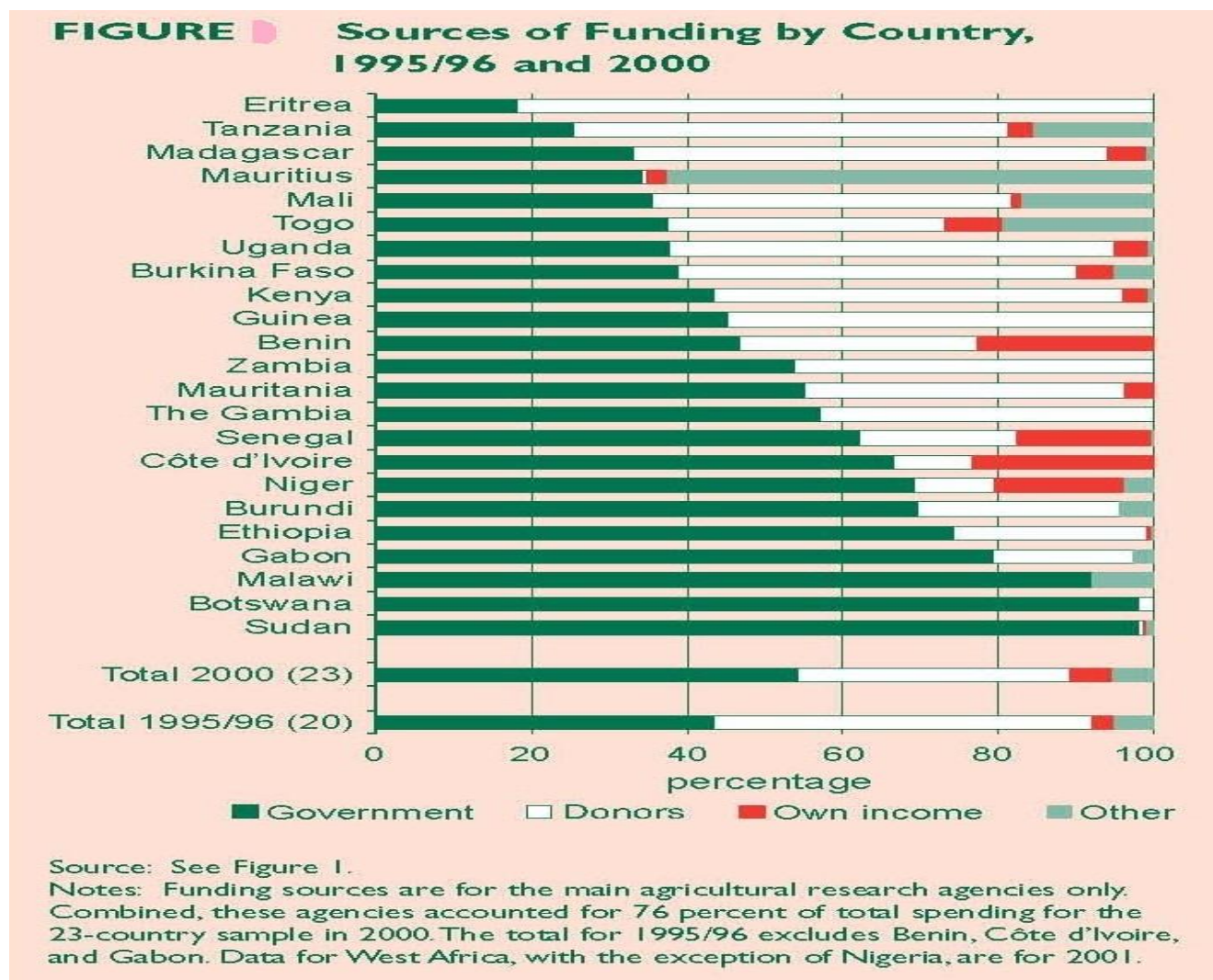
En Afrique de l'Ouest, le ratio de l'intensité du financement des partenaires au développement dépasse de loin celui du niveau national (0.55 contre 0.86): notamment dans certains pays tels que le Mali, Sénégal, Burkina Faso, Cap vert. Ainsi la part des Partenaires au développement (PAD) dans le financement de la recherche est de l'ordre de 25-75% avec une moyenne de 60%. Ce taux dépasse largement les % observés en Afrique du Sud (0%) et au Botswana (14%) où le financement de la recherche agricole est largement pris en charge par l'Etat (100% et 86% respectivement).

Tableau 2: Comparaison du ratio de l'intensité du financement de la recherche par source de financement dans quelques pays en Afrique

Pays	Sources de financement		
	National	Partenaires au développement	Total
Burkina Faso	0.2	0.6	0.8
Cote d'Ivoire	0.4	0.3	0.7
Niger	0.3	0.3	0.6
Cape Vert	1.5	2.4	3.9
Sénégal	0.5	0.9	1.4
Mali	0.4	0.7	1.1
Afrique de l'Ouest	0.55	0.86	1.42
Botswana	3.1	0.5	3.6
Afrique du Sud	2.5	-	2.5

Une autre étude menée par l'IFPRI (Figure 4) ; montre que la recherche est tributaire du financement extérieur dans plusieurs pays de l'Afrique Subsaharienne. En effet ; elle est devenue plus dépendante financièrement des donateurs vers les années 2000 ; où, les contributions des bailleurs, prêts de la Banque mondiale inclus, assuraient en moyenne 35 % du financement des principaux organismes de recherche agricole avec de grandes variations d'un pays à l'autre et par exemple le financement par des donateurs était peu important au Botswana, au Malawi, à Maurice et au Soudan (moins de 5 %).

Figure 5: Importance des Sources de financement de la recherche agricole par pays en Afrique Subsaharienne



Source : calculé d'après Beintema N.M. et Stads G.J., 2004. Investing in Sub-Saharan African Agricultural Research: Recent Trends. IFPRI 2020 Conference Brief n° 8. Washington, D.C. : IFPRI. Note : les sources de financement ne concernent que les principaux organismes de recherche agricole. Ensemble, ces organismes représentaient 76 % du total des dépenses des 23 pays de l'échantillon en 2000. Le total pour 1995-1996 exclut le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Gabon. Les données pour l'Afrique de l'Ouest, à l'exception du Nigeria, sont de 2001.

2.1.3. Les principales causes du recul du soutien financier à la recherche agricole en Afrique

Parmi les causes du déclin du financement de la recherche en Afrique Subsaharienne, on peut citer ;

- les pressions exercées sur les gouvernements pour qu'ils réduisent leurs dépenses en général (ajustement structurel);
- les changements dans les priorités des gouvernements;
- la réorientation des financements sur d'autres secteurs tels que l'eau, l'environnement et les secteurs sociaux (santé, éducation, etc.)
- Interrogations des gouvernements sur la valeur ajoutée de la recherche agricole

III. PERSPECTIVES DU FINANCEMENT DE LA RECHERCHE AGRICOLE

Les principaux constats qui sortent des différentes analyses de la situation du financement de la recherche agricole en Afrique sont surtout la part faible des Etats et la prédominance du financement extérieur. Cette situation n'augure pas la pérennité et la durabilité du financement de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest. D'où la nécessité de concevoir de nouvelles stratégies visant à promouvoir un financement durable de la recherche agricole.

En effet, pour atteindre l'objectif d'augmentation annuelle de 6% de la production agricole fixé par les responsables politiques et scientifiques africains pour les prochaines années, il est urgent et nécessaire de faire un plaidoyer visant à convaincre les décideurs politiques sur un accroissement des investissements publics dans la recherche agricole.

Ceci permettra de donner plus de moyens aux structures nationales de recherche agricoles (SNRA), pour stimuler :

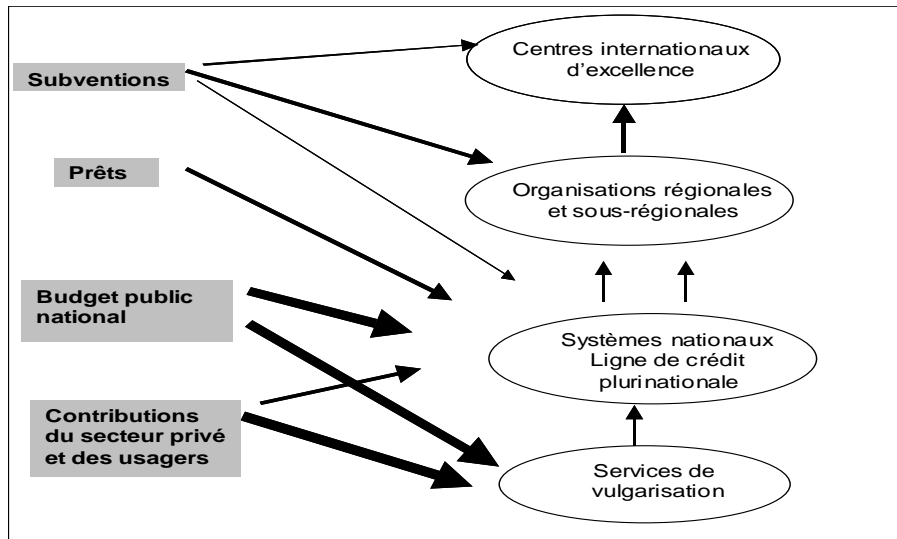
- la mise au point de techniques et de technologies adaptées aux changements climatiques;
- la conception, la dissémination et l'adoption de technologies agricoles nouvelles et mieux adaptées;
- l'accroissement de la production agricole;
- la transformation accrue des produits agricoles.

Ainsi des réformes institutionnelles et de solides politiques de recherche scientifique et technologique s'imposent pour améliorer l'efficacité et l'efficience de la recherche agricole en Afrique. Des projets appuyés par des donateurs ont contribué à renforcer les capacités dans de nombreux pays, mais la cessation des financements alloués par des bailleurs compromettra rapidement ces avancées si on omet de consolider et de développer d'autres opportunités et sources de financement, tels que :

- **l'accroissement du rôle du secteur privé (cas de la micro-finance notamment) :**
- **l'analyse des différentes possibilités et opportunités existantes et à initier entre institutions chargées de la recherche en termes de partenariat sud - sud et sud – nord,**
- **Une meilleure coordination de la recherche agricole au niveau national et régional et l'exploitation des opportunités inhérentes aux Etats, telles que l'implication du secteur privé et des acteurs des filières dans le financement de la recherche agricole,**
- **Une opportunité dans le cadre du nouveau cadre proposé par le PDDAA pour le financement de la recherche agricole qui doit :**
 - *Accroître le niveau et la stabilité des financements pour la recherche agricole au plan international, régional, sous-régional et national;*
 - *Attribuer de façon plus équilibrée les ressources destinées au renforcement des SNRA (maillon faible du système de la recherche-développement);*

- Promouvoir des réformes institutionnelles à même de donner lieu à un meilleur impact de la recherche.

Figure 6 : les Nouveaux flux de financement proposés par le PDDAA pour les services de recherche et de vulgarisation



IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Des actions futures doivent être initiées afin de promouvoir le financement de la recherche agricole au niveau national et au niveau régional en Afrique Subsaharienne. Il est évident que plus de réformes sont nécessaires de la part de la recherche face à la raréfaction des fonds. Convaincre les décideurs politiques, ce qui implique que des alliances stratégiques avec les producteurs, constitue un nouveau défi à relever pour la recherche. Il n'existe pas de recette miracle, mais quel que soit le schéma envisagé, l'on devrait aussi éviter que les nouveaux modes de financement soient une source d'inhibition de la veille stratégique de recherche.

En recommandations, il faudra :

- Un engagement politique fort des Etats: sans cet appui, il sera difficile de mobiliser les financements;
- L'établissement de bons systèmes de gestion et de comptabilité ainsi qu'un suivi et une évaluation systématiques des programmes;
- Faire participer toutes les principales parties prenantes à la gouvernance des institutions de recherche et de vulgarisation agricoles;
- Ouvrir la recherche agricole à davantage d'acteurs;
- Rechercher la durabilité dans les mécanismes de financement.
- Affecter au moins 1% du Produit intérieur brut (PIB) au financement de la recherche au niveau des États,
- Procéder à une mise en cohérence des politiques budgétaires nationales, afin de dégager des crédits suffisants pour le financement de la recherche;
- Avoir une plus grande implication du secteur privé dans le financement de la recherche agricole tant au niveau national que régional

- Avoir un engagement plus fort des_organismes sous-régionaux (CEDEAO, CILSS, UEMOA) dans la recherche des financements en faveur des activités de recherche ;
- Créer un fonds régional pour le financement durable de la recherche agricole en Afrique

Références

Philip G. Pardey, Johannes Roseboom, and Nienke M. Beintema, 1995: EPTD/Discussion paper no.14/investments in African agricultural research/Environment and Production Technology Division International Food Policy Research Institute 1200 Seventeenth Street, N.W. Washington, D.C. 20036-3006 U.S.A. and Research Policy and System Development Program International Service for National Agricultural Research P.O. Box 93375 2509 AJ The Hague, The Netherlands, October 1995,

Nienke Beintema, Gert-Jan Stads, 2005 : Les investissements dans la recherche agricole en Afrique subsaharienne : tendances récentes, ASTI/ISNAR/IFPRI, Washington, 02/01/2005

Première Conférence des Ministres chargés de la recherche-développement de l'Afrique de l'Ouest et du Centre COMRED/AOC), Yaoundé (Cameroun) 15-16 janvier 1999

JACQUES GAILLARD, MOHAMED HASSAN et ROLAND WAAST et DANIEL SCHAFFER, 2006 : Rapport de l'UNESCO sur la science –consacré à l'Afrique ISBN 92-3-203967-2 - © UNESCO 2006

Ola Smith, 1999 : le financement de la recherche agricole en Afrique de l'Ouest, ICRISAT 1999

FARM 2008. Les potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

CEDEAO, 2006 : La politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest : l'ECOWAP